



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



FIDA | Fonds international de  
développement agricole

unicef 



WFP  
Programme  
Alimentaire  
Mondial



Organisation  
mondiale de la Santé

2022

RÉSUMÉ

L'ÉTAT DE  
**LA SÉCURITÉ  
ALIMENTAIRE ET  
DE LA NUTRITION  
DANS LE MONDE**

**RÉORIENTER LES POLITIQUES  
ALIMENTAIRES ET AGRICOLES POUR RENDRE  
L'ALIMENTATION SAINNE PLUS ABORDABLE**

Référence bibliographique à citer:

FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2022. *Résumé de L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022. Réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre l'alimentation saine plus abordable*. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cc0640fr>

Cette brochure reprend les messages clés et le contenu principal de la publication *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022*. La numérotation des tableaux et des figures correspond à ladite publication.

**PHOTOGRAPHIE DE COUVERTURE** ©Shutterstock.com/Raúl Mellado Ortiz

**ESPAGNE.** Sac en toile de jute rempli de légumes et de fruits dans un champ – alimentation saine et agriculture écologique.

# TABLE DES MATIÈRES

## MESSAGES CLÉS

## AVANT-PROPOS

## CHAPITRE 1 INTRODUCTION

## CHAPITRE 2 LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION DANS LE MONDE

### 2.1 Indicateurs de la sécurité alimentaire: dernières données en date et progrès vers l'élimination de la faim et la sécurité alimentaire

**FIGURE 2** Entre 702 millions et 828 millions de personnes dans le monde ont souffert de la faim en 2021. Si l'on prend en compte le milieu de la fourchette (768 millions), la faim a touché, en 2021, 46 millions de personnes de plus qu'en 2020, et 150 millions de personnes de plus qu'en 2019 (soit avant la pandémie de covid-19)

**FIGURE 7** L'insécurité alimentaire modérée ou grave est restée stable au niveau mondial, malgré une augmentation dans toutes les régions sauf l'Asie, tandis que l'insécurité alimentaire grave a gagné du terrain à l'échelle mondiale et dans toutes les régions

**FIGURE 10** Dans l'ensemble du monde et dans chaque région, la prévalence de l'insécurité alimentaire est plus élevée chez les femmes que chez les hommes

### 2.2 Situation de la nutrition: progrès accomplis au regard des cibles mondiales

**FIGURE 14** Des efforts immenses devront être consentis pour atteindre les cibles mondiales en matière de nutrition d'ici à 2030. Les seules améliorations depuis 2012 concernent l'allaitement maternel exclusif des nourrissons de moins de 6 mois (de 37,1 pour cent à 43,8 pour cent) et le retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans (de 26,2 pour cent à 22,0 pour cent), mais il faudra néanmoins accélérer les progrès pour ces indicateurs si l'on veut atteindre les cibles définies pour 2030

### 5 2.3 Point sur le coût et l'abordabilité d'une alimentation saine 20

8 **TABLEAU 5** Près de 3,1 milliards de personnes ne  
pouvaient pas se permettre une alimentation saine en  
2020 en raison de son coût accru 21

## 11 CHAPITRE 3 12 SOUTIEN PUBLIC APPORTÉ À 12 L'ALIMENTATION ET À L'AGRICULTURE 12 DANS LE MONDE: QUEL EST SON COÛT 12 ET QUELLE INCIDENCE A-T-IL SUR 12 L'ALIMENTATION? 23

### 12 3.1 État des lieux: quels sont actuellement les soutiens apportés par les pouvoirs publics à l'alimentation et à l'agriculture? 23

14 **FIGURE 17** Instruments de soutien public à l'alimentation  
et à l'agriculture et indicateurs associés 25

14 **FIGURE 18** Niveau et composition du soutien mondial à  
l'alimentation et à l'agriculture (en milliards d'USD, en  
moyenne sur la période 2013-2018) 25

15 **TABLEAU 6** Soutien au secteur alimentaire et agricole en  
proportion de la valeur de la production, par groupe de  
pays classés selon le revenu, en moyenne sur la période  
2013-2018 26

### 16 3.2 Quelle incidence les politiques alimentaires et agricoles ont-elles sur l'alimentation? 26

## 16 CHAPITRE 4 16 OPTIONS POSSIBLES POUR 16 RÉORIENTER LE SOUTIEN PUBLIC À 16 L'ALIMENTATION ET À L'AGRICULTURE 16 DE FAÇON À AMÉLIORER 16 L'ABORDABILITÉ D'UNE 16 ALIMENTATION SAINTE 28

### 18 4.1 Quels sont les effets potentiels d'une réorientation du soutien apporté à l'alimentation et à l'agriculture pour réduire le coût des aliments nutritifs? 29

**TABLEAU 8** Effets d'une réorientation des mesures aux frontières en vue de soutenir une alimentation saine, 2030 (évolution par rapport à la situation de référence)

30

**TABLEAU 10** Effets d'une réorientation des subventions accordées aux producteurs en vue de soutenir une alimentation saine, 2030 (évolution par rapport à la situation de référence)

31

**TABLEAU 12** Effets d'une réorientation des subventions aux producteurs vers les consommateurs en vue de soutenir une alimentation saine, 2030 (évolution par rapport à la situation de référence)

32

**4.2 Politiques complémentaires, relatives ou extérieures aux systèmes agroalimentaires, nécessaires pour assurer l'efficacité des initiatives de réorientation**

34

**FIGURE 24** Rôle critique des politiques complémentaires, relatives ou extérieures aux systèmes agroalimentaires, dans l'appui aux initiatives de réorientation du soutien

35

**4.3 Dynamiques de l'économie politique et de la gouvernance agissant sur la réorientation du soutien public**

36

**FIGURE 25** Dynamiques de l'économie politique et de la gouvernance en rapport avec une réorientation des politiques de soutien à l'alimentation et à l'agriculture

36

**CHAPITRE 5  
CONCLUSION**

38

# MESSAGES CLÉS

→ Malgré les espoirs d'une sortie de la crise engendrée par la pandémie de covid-19 et d'un début d'amélioration de la sécurité alimentaire, la faim a encore gagné du terrain dans le monde en 2021. L'aggravation de la faim à l'échelle mondiale en 2021 témoigne d'inégalités qui se sont accentuées entre et dans les pays, sous l'effet d'une reprise économique dont l'ampleur n'est pas la même partout et de pertes de revenus que les populations les plus touchées par la pandémie n'ont pas réussi à compenser.

→ Après être restée relativement stable depuis 2015, la prévalence de la sous-alimentation (PoU) a bondi de 8,0 pour cent à 9,3 pour cent entre 2019 et 2020, puis a augmenté à un rythme moins soutenu en 2021, passant à 9,8 pour cent. Entre 702 millions et 828 millions de personnes ont souffert de la faim en 2021. Ce chiffre a augmenté de quelque 150 millions depuis que la pandémie de covid-19 s'est déclarée – 103 millions de personnes supplémentaires entre 2019 et 2020, et 46 millions de plus en 2021.

→ D'après les projections, près de 670 millions de personnes souffriront encore de la faim en 2030 – 8 pour cent de la population mondiale, soit la même proportion qu'en 2015, date à laquelle le Programme de développement durable à l'horizon 2030 a été lancé.

→ Après une forte hausse en 2020, la prévalence mondiale de l'insécurité alimentaire modérée ou grave est restée globalement inchangée en 2021,

mais l'insécurité alimentaire grave a augmenté, ce qui témoigne une nouvelle fois de la dégradation de la situation des populations qui étaient déjà en proie à des difficultés majeures. Quelque 2,3 milliards de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave en 2021, et 11,7 pour cent de la population mondiale faisait face à une insécurité alimentaire grave.

→ On estime qu'en 2020, sur l'ensemble des enfants de moins de 5 ans à l'échelle mondiale, 22 pour cent présentaient un retard de croissance, 6,7 pour cent étaient émaciés et 5,7 pour cent étaient en surpoids. Les enfants vivant en milieu rural et dans des ménages pauvres, et dont les mères n'ont pas bénéficié d'un enseignement scolaire, sont plus exposés au retard de croissance et à l'émaciation. Les enfants vivant dans des zones urbaines et des ménages plus aisés présentaient plus de risques d'être en surpoids.

→ Des progrès constants ont été accomplis s'agissant de l'allaitement maternel exclusif: 43,8 pour cent des nourrissons de moins de 6 mois étaient exclusivement nourris au sein en 2020, contre 37,1 pour cent en 2012. Il faudra toutefois les accélérer si l'on veut atteindre la cible fixée pour 2030. Les nourrissons de sexe féminin vivant en milieu rural, dans des ménages pauvres, et dont les mères n'ont pas bénéficié d'un enseignement scolaire, sont davantage susceptibles d'être nourris au sein.

→ En 2019, près d'une femme sur trois âgée de 15 à 49 ans dans le monde (571 millions) souffrait d'anémie, une situation qui n'a connu aucune amélioration depuis 2012. L'anémie touche davantage les femmes qui vivent en milieu rural, dans des ménages pauvres, et qui n'ont pas suivi d'enseignement scolaire.

→ Près de 3,1 milliards de personnes ne pouvaient pas se permettre une alimentation saine en 2020. Ce chiffre supérieur de 112 millions à celui de 2019 s'explique par l'inflation des prix à la consommation des produits alimentaires provoquée par les répercussions économiques de la pandémie de covid-19 et des mesures mises en place pour l'endiguer.

→ Les récents retours en arrière révèlent que les politiques ne produisent plus de rendements marginaux croissants en matière de réduction de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sous toutes ses formes. Les économies fragiles sont en outre confrontées à des contraintes budgétaires dans le cadre de la transformation des systèmes agroalimentaires. Il est temps pour les États de commencer à examiner le soutien qu'ils apportent actuellement à l'alimentation et à l'agriculture.

→ À l'échelle mondiale, le soutien public à l'alimentation et à l'agriculture se chiffre à près de 630 milliards d'USD par an en moyenne sur la période 2013-2018. La plus grande part cible directement les agriculteurs au moyen de politiques visant les échanges et le marché, et au moyen de subventions liées en grande partie à la production ou à l'utilisation sans contraintes de facteurs variables de production. Ce soutien, outre qu'il est à l'origine de distorsions des marchés, ne bénéficie pas à beaucoup d'agriculteurs, est néfaste à l'environnement et n'encourage pas la production d'aliments nutritifs.

→ Le soutien à la production agricole est largement concentré sur les aliments de base, les produits laitiers et d'autres aliments d'origine animale riches en protéines, en particulier dans les pays à revenu élevé et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Le riz, le sucre et les différents types de viande sont les aliments dont la production est la plus encouragée dans le monde, tandis que les fruits et les légumes sont globalement moins soutenus, voire sont pénalisés dans certains pays à faible revenu.

→ Les mesures d'encadrement des échanges et d'intervention sur les marchés peuvent constituer des obstacles au commerce d'aliments nutritifs, et influencer négativement sur les disponibilités alimentaires nécessaires à une alimentation saine et sur l'abordabilité de cette alimentation. Dans de nombreux pays, les subventions ont augmenté les disponibilités alimentaires et abaissé les prix des aliments de base et de leurs produits dérivés, et ont découragé, en la rendant relativement plus coûteuse, la consommation de produits non subventionnés, ou moins subventionnés, tels que les fruits, les légumes et les légumineuses.

→ Si elle est faite de manière intelligente, à partir de données probantes, en mobilisant l'ensemble des parties prenantes, en gardant à l'esprit les économies politiques et les capacités institutionnelles des pays, et en tenant compte des engagements pris par les pays et des flexibilités dont ils bénéficient dans le cadre des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la réorientation du soutien public actuel peut concourir à accroître les disponibilités en aliments nutritifs proposées aux consommateurs. Elle peut contribuer à rendre l'alimentation saine moins coûteuse et plus abordable dans le monde entier, condition nécessaire mais non suffisante pour que les populations puissent avoir accès à une telle alimentation.

→ Lorsqu'ils réorientent le soutien public pour réduire le coût d'une alimentation saine, les responsables politiques doivent éviter les déséquilibres générateurs d'inégalités qui peuvent apparaître si les agriculteurs ne sont pas en mesure de se spécialiser dans la production d'aliments nutritifs en raison de contraintes liées aux ressources. Pour éviter de créer des déséquilibres au regard des émissions de gaz à effet de serre (GES), il convient d'adopter des technologies à faibles émissions pour produire des aliments nutritifs, et la surproduction et la surconsommation de produits qui génèrent de fortes émissions doivent être réduites dans les pays à revenu élevé et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, conformément aux recommandations nutritionnelles.

→ Dans les pays à faible revenu, mais aussi dans certains pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure où l'agriculture joue un rôle essentiel au regard de l'économie, de l'emploi et des moyens d'existence, les pouvoirs publics doivent accroître les dépenses publiques et les affecter en priorité à la fourniture de services qui soutiennent plus collectivement l'alimentation et l'agriculture. Ces efforts seront cruciaux pour combler les déficits de productivité de la production d'aliments nutritifs et permettre la génération de revenus aux fins de l'amélioration de l'abordabilité d'une alimentation saine, mais nécessiteront un volume important de financement pour le développement.

→ La seule réorientation du soutien public apporté actuellement à l'alimentation et à l'agriculture ne sera pas suffisante. Il conviendra, au moyen de politiques complémentaires relatives aux systèmes agroalimentaires, de favoriser des environnements alimentaires sains et de donner les moyens aux consommateurs d'adopter une alimentation saine. La protection sociale et les politiques relatives aux systèmes de santé devront atténuer les éventuelles conséquences indésirables de la réorientation du soutien public pour les plus vulnérables, notamment les femmes et les enfants. Des politiques en matière d'environnement, de transport et d'énergie et des politiques portant sur le système des services de santé seront aussi nécessaires pour renforcer les résultats positifs engendrés par la réorientation du soutien public, dans les domaines de l'efficacité, de l'égalité, de la nutrition, de la santé, de l'atténuation du changement climatique et de l'environnement.

→ La réussite des initiatives de réorientation du soutien dépendra en outre du contexte politique et social, de la gouvernance, de l'équilibre ou du déséquilibre des pouvoirs et des intérêts, des idées et de l'influence des parties prenantes. Compte tenu de la diversité des contextes des différents pays, il sera essentiel, dans le cadre des initiatives de réorientation, de disposer d'institutions fortes aux niveaux local, national et mondial, mais aussi d'inciter les parties prenantes du secteur public, du secteur privé et des organisations internationales à adhérer à ces initiatives, et d'obtenir leur participation effective.

# AVANT-PROPOS

Les défis que nous devons surmonter pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition ne cessent de grandir. La pandémie de covid-19 a mis encore davantage en lumière les fragilités de nos systèmes agroalimentaires et les inégalités de nos sociétés, et a accentué la faim et l'insécurité alimentaire grave dans le monde. Malgré des progrès à l'échelle mondiale, les tendances en matière de dénutrition infantile – notamment le retard de croissance et l'émaciation, les carences en micronutriments essentiels, ainsi que l'excès pondéral et l'obésité chez l'enfant – continuent de susciter de profondes préoccupations. Par ailleurs, l'anémie maternelle et l'obésité chez l'adulte restent alarmantes.

Les données probantes les plus récentes dont on dispose indiquent que le nombre de personnes qui ne peuvent pas se permettre une alimentation saine a progressé de 112 millions à l'échelle mondiale pour atteindre au total près de 3,1 milliards, du fait de l'augmentation des prix des produits alimentaires durant la pandémie. Ce nombre pourrait encore être revu à la hausse une fois que les données relatives aux pertes de revenus en 2020 seront disponibles. La guerre en Ukraine déstabilise les chaînes d'approvisionnement et a des répercussions sur les prix des céréales, des engrais et de l'énergie. Au cours du premier semestre 2022, les prix des produits alimentaires ont ainsi encore augmenté. En outre, des phénomènes climatiques extrêmes plus fréquents et plus graves perturbent les chaînes d'approvisionnement, notamment dans les pays à faible revenu.

Les progrès accomplis s'agissant du retard de croissance – réduction d'un tiers de la prévalence au cours des deux dernières décennies, soit 55 millions d'enfants épargnés – risquent d'être anéantis par la triple crise (climat, conflit, pandémie de covid-19). En l'absence d'efforts supplémentaires, le nombre d'enfants souffrant d'émaciation ne pourra qu'augmenter.

Le présent rapport met en lumière de manière récurrente l'intensification des principaux facteurs d'insécurité alimentaire et de malnutrition: les conflits, les phénomènes climatiques extrêmes et les chocs économiques, dont les effets se conjuguent à ceux de l'accroissement des inégalités. L'enjeu n'est pas de savoir si d'autres épreuves sont à venir ou non; il s'agit plutôt de prendre les choses en main avec plus de courage et de renforcer la résilience face aux chocs futurs.

Les voies à suivre pour transformer les systèmes agroalimentaires ont été exposées dans le rapport de l'année dernière, mais le fait est qu'opérer cette transformation est plus facile à



dire qu'à faire. Les perspectives de croissance économique mondiale pour 2022 ont été considérablement revues à la baisse; par conséquent, les ressources financières à investir dans les systèmes agroalimentaires sont plus limitées. Les partenariats public-privé seront extrêmement importants pour les investissements dans les systèmes agroalimentaires. Une gouvernance efficace sera également décisive pour veiller à ce que ces partenariats profitent au bout du compte aux communautés et aux personnes les plus démunies, et non aux acteurs majeurs du secteur.

Le présent rapport démontre que les pouvoirs publics peuvent investir plus équitablement et plus durablement dans les systèmes agroalimentaires, avec le même niveau de ressources publiques. Le soutien apporté par les pouvoirs publics à l'alimentation et à l'agriculture se chiffre à près de 630 milliards d'USD par an à l'échelle mondiale. Cependant, une grande partie de ce soutien fausse les prix du marché, est préjudiciable à l'environnement, nuit aux petits producteurs et aux peuples autochtones, et n'assure pas une alimentation saine aux enfants et aux autres personnes qui en ont le plus besoin.

Les pays importateurs de produits alimentaires apportent souvent un soutien public plus vigoureux, en particulier pour les céréales, afin de protéger leur secteur agricole de la concurrence internationale. Ce faisant, ils favorisent peut-être de manière disproportionnée la production de céréales au détriment des légumineuses, des graines, des fruits, des légumes et d'autres aliments nutritifs. Ces politiques contribuent à la sécurité alimentaire en veillant à un apport suffisant de calories, mais elles ne sont pas efficaces dès lors qu'il s'agit d'améliorer la nutrition et la santé, notamment des enfants.

Les éléments probants dont nous disposons indiquent que si les pouvoirs publics réorientent les ressources qu'ils utilisent pour soutenir principalement les consommateurs et pour encourager la production, la fourniture et la consommation durables de produits alimentaires nutritifs, ils contribueront à rendre l'alimentation saine moins coûteuse et plus abordable pour tous.

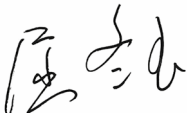
Les pouvoirs publics doivent s'engager dans cette étape importante de la transformation, mais celle-ci doit s'appuyer sur une architecture multilatérale dans le cadre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition. Il faudra en outre, dans le cadre de la réorientation des mesures commerciales et des subventions, tenir compte des engagements que les pays ont pris et des flexibilités dont ils bénéficient au titre des règles de l'Organisation mondiale du commerce.

Le présent rapport est fondé sur des éléments factuels, et s'inscrit dans la dynamique du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et du Sommet de Tokyo sur la nutrition pour la croissance, qui se sont tenus l'année dernière, ainsi que des résultats attendus des négociations de la COP26 s'agissant du renforcement de la résilience climatique au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

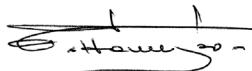
Nous savons que les pays à faible revenu n'auront que très peu de ressources publiques à réorienter, et auront besoin du soutien financier international en faveur du développement. Ce sont des pays dans lesquels l'agriculture joue un rôle essentiel au regard de l'économie, de l'emploi et des moyens d'existence, et où des millions de personnes souffrent de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Nous sommes résolus à travailler aux côtés de ces pays pour trouver des moyens de renforcer la fourniture de services publics qui soutiennent les acteurs des systèmes agroalimentaires à titre collectif, avec la participation des institutions locales et de la société civile, tout en nouant des partenariats public-privé.

Dans tous les contextes, les réformes visant à réorienter le soutien à l'alimentation et à l'agriculture doivent également s'accompagner de politiques qui favorisent les changements de comportement des consommateurs, ainsi que de politiques de protection sociale destinées à atténuer les éventuelles conséquences indésirables des réformes relatives au soutien public pour les populations vulnérables. Pour terminer, ces réformes devront être multisectorielles, et englober les politiques en matière de santé, d'environnement, de transport et d'énergie.

Nos organisations sont résolues et prêtes à appuyer les États et à apporter des alliés supplémentaires pour assurer la cohérence de ces politiques aux niveaux mondial et national. Chacun a droit à un accès à des aliments nutritifs et sans danger pour la santé ainsi qu'à une alimentation saine et abordable. L'investissement dans des systèmes agroalimentaires sains et durables est un investissement dans l'avenir, et dans les générations futures.



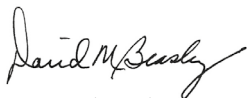
Qu Dongyu  
Directeur général de la FAO



Gilbert F. Houngbo  
Président du FIDA



Catherine Russell  
Directrice générale de l'UNICEF



David Beasley  
Directeur exécutif du PAM



Tedros Adhanom Ghebreyesus  
Directeur général de l'OMS

# CHAPITRE 1

## INTRODUCTION

Il reste huit ans pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition (cibles 2.1 et 2.2 des objectifs de développement durable [ODD]), or le monde avance dans la mauvaise direction. Comme les deux dernières éditions du rapport l'ont indiqué, il faut, pour atteindre les cibles de l'ODD 2 d'ici à 2030, faire en sorte que des aliments sains puissent être proposés à moindre coût afin de contribuer à les rendre plus abordables pour les populations. Cela suppose à la fois que l'offre des produits alimentaires nutritifs entrant dans une alimentation saine augmente et que les consommateurs s'orientent vers ces produits.

La majeure partie du soutien public actuellement apporté à l'alimentation et à l'agriculture n'est pas compatible avec l'objectif consistant à encourager une alimentation saine; en fait, dans de nombreux cas, ce soutien sape – involontairement – les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. De plus, la plupart du temps, il est inégalement réparti, il entraîne des distorsions des marchés et il est préjudiciable à l'environnement.

Il est possible d'allouer les budgets publics de manière plus efficace et plus efficiente pour aider à réduire le coût d'une alimentation saine, en la rendant plus abordable, plus durable et plus inclusive, tout en veillant à ne laisser personne de côté.

Cette année, le rapport s'ouvre sur un panorama actualisé de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, qui comprend de nouvelles estimations du coût et de l'abordabilité d'une alimentation saine. Il se poursuit par un examen approfondi de la manière dont on peut «réorienter le soutien public à l'alimentation et à l'agriculture pour rendre l'alimentation saine plus abordable» en réduisant le coût des produits alimentaires nutritifs par rapport aux autres denrées alimentaires et aux revenus des personnes, et permettre ainsi aux pays de faire un usage plus efficient et efficace de leurs ressources publiques – très souvent – limitées. ■

# CHAPITRE 2 LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION DANS LE MONDE

## 2.1 INDICATEURS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE: DERNIÈRES DONNÉES EN DATE ET PROGRÈS VERS L'ÉLIMINATION DE LA FAIM ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

### MESSAGES CLÉS

→ La faim a encore gagné du terrain dans le monde en 2021, et cette tendance montre que les inégalités, entre et dans les pays, s'accroissent. Après être restée relativement stable depuis 2015, la prévalence de la sous-alimentation (PoU) a bondi de 8,0 pour cent à 9,3 pour cent entre 2019 et 2020, puis a augmenté à un rythme moins soutenu en 2021, passant à 9,8 pour cent.

→ Entre 702 millions et 828 millions de personnes souffraient de la faim en 2021 – 103 millions de plus entre 2019 et 2020 et 46 millions de plus en 2021 si l'on prend en compte le milieu de la fourchette.

→ Après une aggravation entre 2019 et 2020 en Afrique, en Asie et en Amérique latine et aux Caraïbes, la faim a continué d'augmenter en 2021, mais à un rythme plus lent. En 2021, la faim a touché 278 millions

de personnes en Afrique, 425 millions en Asie et 56,5 millions en Amérique latine et dans les Caraïbes.

→ D'après les projections, près de 670 millions de personnes souffriront encore de la faim en 2030 – 8 pour cent de la population mondiale, soit la même proportion qu'en 2015, date à laquelle le Programme de développement durable à l'horizon 2030 a été lancé.

→ Après une forte hausse en 2020, la prévalence mondiale de l'insécurité alimentaire modérée ou grave est restée globalement inchangée en 2021, mais l'insécurité alimentaire grave a augmenté. Quelque 2,3 milliards de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave en 2021.

→ L'écart entre les sexes en matière d'insécurité alimentaire – qui s'était creusé en 2020 dans le contexte de la pandémie de covid-19 – s'est encore aggravé entre 2020 et 2021, en grande partie du fait de l'accroissement des disparités en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'en Asie. En 2021, 31,9 pour cent des femmes dans le monde étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave, contre 27,6 pour cent des hommes.

Malgré les espoirs d'une sortie rapide de la crise et d'un début d'amélioration de la sécurité alimentaire après la pandémie de covid-19, la faim a encore gagné du terrain dans le monde en 2021, après sa hausse brutale l'année précédente, au plus fort de la pandémie. Une pandémie et une reprise qui n'ont pas eu les mêmes effets pour tous, conjuguées à une couverture et une durée limitées des mesures de protection sociale, ont débouché sur une aggravation des inégalités qui a contribué à d'autres retours en arrière en 2021, nous éloignant encore un peu plus de la concrétisation de la cible Faim zéro d'ici à 2030.

Après être restée relativement stable depuis 2015, la prévalence de la sous-alimentation (PoU – indicateur 2.1.1 des ODD) a bondi de 8,0 pour cent en 2019 à quelque 9,3 pour cent en 2020, puis a continué d'augmenter en 2021 – à un rythme toutefois moins soutenu – pour s'établir à 9,8 pour cent environ (figure 2). On estime que 702 millions à 828 millions de personnes dans le monde (soit respectivement 8,9 pour cent et 10,5 pour cent de la population mondiale) ont souffert de la faim en 2021. Si l'on prend en compte le milieu des fourchettes (lesquelles traduisent l'incertitude accrue liée aux effets toujours présents de la pandémie de covid-19), la faim a touché, en 2021, 46 millions de personnes de plus qu'en 2020, et 150 millions de personnes de plus qu'en 2019 (soit avant la pandémie).

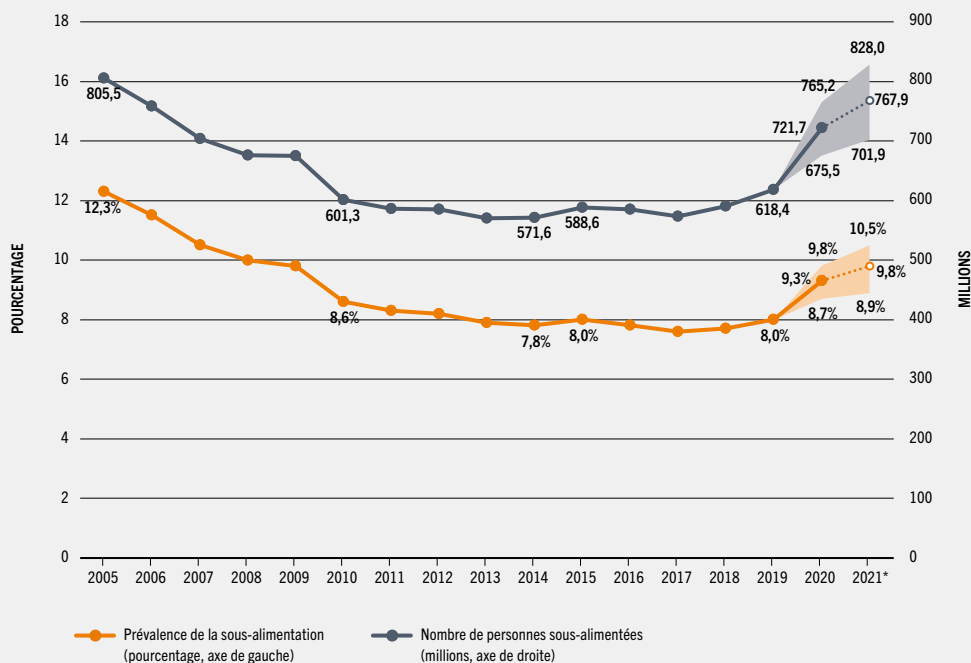
Les chiffres font apparaître des disparités régionales persistantes,

l'Afrique étant le continent le plus durement touché. Une personne sur cinq en Afrique (20,2 pour cent de la population) souffrait de la faim en 2021, contre 9,1 pour cent de la population en Asie, 8,6 pour cent en Amérique latine et dans les Caraïbes, 5,8 pour cent en Océanie et moins de 2,5 pour cent en Amérique du Nord et en Europe. Après une aggravation entre 2019 et 2020 dans la majeure partie de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine et des Caraïbes, la prévalence de la sous-alimentation a continué d'augmenter en 2021 dans la plupart des sous-régions, mais à un rythme plus lent.

Les dernières projections relatives au nombre de personnes sous-alimentées indiquent que près de 670 millions de personnes seront encore sous-alimentées en 2030 – 78 millions de plus que dans un scénario sans pandémie. Il se profile maintenant une autre crise de nature à influencer sur l'évolution de la sécurité alimentaire mondiale: la guerre en Ukraine. Elle aura de multiples incidences sur les marchés agricoles mondiaux, à travers les circuits commerciaux, la production et les prix, et va peser sur la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition de nombreux pays dans un proche avenir.

La cible 2.1 des ODD appelle la communauté internationale à ne pas se contenter d'éliminer la faim, et à donner accès à tous à une nourriture saine, nutritive et suffisante, tout au long de l'année. L'indicateur 2.1.2 des ODD – Prévalence d'une insécurité

**FIGURE 2** ENTRE 702 MILLIONS ET 828 MILLIONS DE PERSONNES DANS LE MONDE ONT SOUFFERT DE LA FAIM EN 2021. SI L'ON PREND EN COMPTE LE MILIEU DE LA FOURCHETTE (768 MILLIONS), LA FAIM A TOUCHÉ, EN 2021, 46 MILLIONS DE PERSONNES DE PLUS QU'EN 2020, ET 150 MILLIONS DE PERSONNES DE PLUS QU'EN 2019 (SOIT AVANT LA PANDÉMIE DE COVID-19)



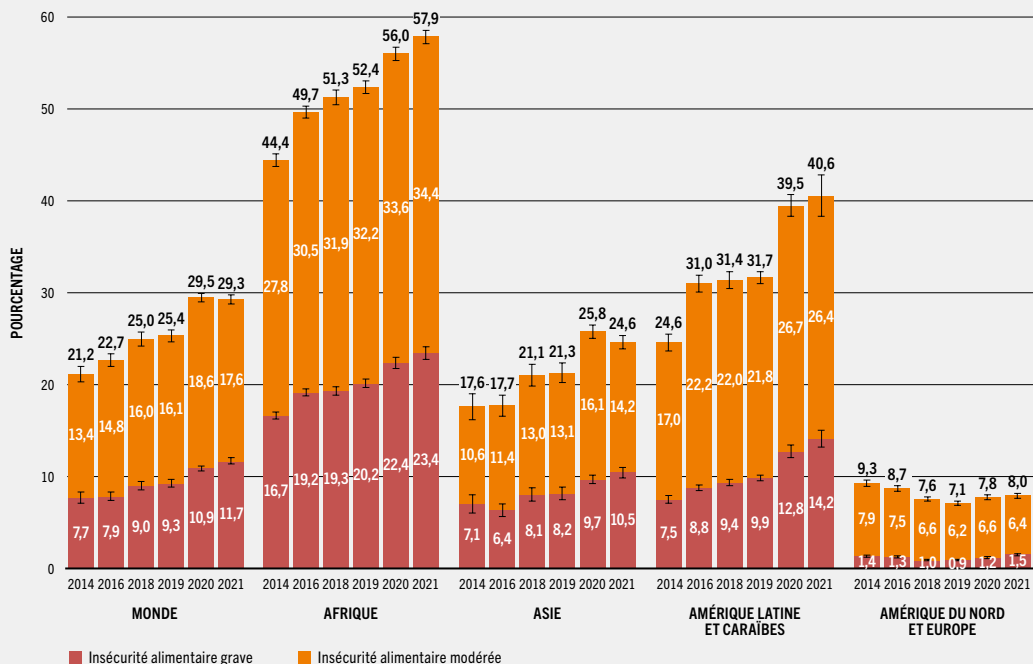
NOTES: \* Les projections pour 2021 sont indiquées par des traits en pointillé. Les zones ombrées indiquent les limites inférieure et supérieure de la fourchette.

SOURCE: FAO.

alimentaire modérée ou grave dans la population, évaluée selon l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (échelle FIES) – est utilisé pour suivre les progrès accomplis au regard de l'objectif ambitieux de permettre à chacun d'accéder à une alimentation adéquate.

Depuis que la FAO a commencé à recueillir des données FIES, en 2014, l'insécurité alimentaire modérée ou grave au niveau mondial n'a pas cessé de s'aggraver (figure 7). Au cours de l'année 2020, marquée par la propagation de la covid-19 dans le monde, elle a augmenté presque autant que sur l'ensemble des cinq années

**FIGURE 7** L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE MODÉRÉE OU GRAVE EST RESTÉE STABLE AU NIVEAU MONDIAL, MALGRÉ UNE AUGMENTATION DANS TOUTES LES RÉGIONS SAUF L'ASIE, TANDIS QUE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE GRAVE A GAGNÉ DU TERRAIN À L'ÉCHELLE MONDIALE ET DANS TOUTES LES RÉGIONS



NOTE: Les différences dans les totaux sont dues aux arrondis à la décimale la plus proche.

SOURCE: FAO.

précédentes. Les nouvelles estimations pour 2021 indiquent que la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave est restée relativement stable par rapport à 2020, alors que l'insécurité alimentaire grave a augmenté, ce qui témoigne encore une fois de la dégradation de la situation, principalement pour les populations qui

étaient déjà en proie à des difficultés majeures. On estime qu'en 2021, 29,3 pour cent de la population mondiale – 2,3 milliards de personnes – étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave, et que 11,7 pour cent (923,7 millions de personnes) faisaient face à une insécurité alimentaire grave.

**FIGURE 10** DANS L'ENSEMBLE DU MONDE ET DANS CHAQUE RÉGION, LA PRÉVALENCE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE EST PLUS ÉLEVÉE CHEZ LES FEMMES QUE CHEZ LES HOMMES



SOURCE: FAO.

On note des disparités de plus en plus importantes entre les sexes en ce qui concerne l'insécurité alimentaire (figure 10). En 2021, 31,9 pour cent des femmes dans le monde étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave, contre 27,6 pour cent des hommes – un écart de plus de 4 points de pourcentage, contre 3 points de pourcentage en 2020.

## 2.2 SITUATION DE LA NUTRITION: PROGRÈS ACCOMPLIS AU REGARD DES CIBLES MONDIALES

### MESSAGES CLÉS

→ On estime qu'en 2020, sur l'ensemble des enfants de moins de 5 ans à l'échelle mondiale, 149 millions (22 pour cent)



présentaient un retard de croissance, 45 millions (6,7 pour cent) étaient émaciés et 39 millions (5,7 pour cent) étaient en surpoids. Des progrès ont été accomplis au regard des cibles définies pour 2030 en matière de retard de croissance, mais le problème de l'excès pondéral chez l'enfant s'est aggravé.

→ Les enfants vivant en milieu rural et dans des ménages pauvres, et dont les mères n'ont pas bénéficié d'un enseignement scolaire, étaient plus exposés au retard de croissance et à l'émaciation. Les enfants vivant dans des zones urbaines et des ménages plus aisés présentaient plus de risques d'être en surpoids.

→ Des progrès constants ont été accomplis s'agissant de l'allaitement maternel exclusif: 43,8 pour cent des nourrissons de moins de 6 mois étaient exclusivement nourris au sein en 2020, contre 37,1 pour cent en 2012. Il faudra toutefois les accélérer si l'on veut atteindre la cible fixée pour 2030.

→ En 2019, près d'une femme sur trois âgée de 15 à 49 ans dans le monde (571 millions) souffrait d'anémie, une situation qui n'a connu aucune amélioration depuis 2012.

→ L'obésité chez l'adulte est en augmentation dans toutes les régions; elle est passée de 11,8 pour cent en 2012 à 13,1 pour cent en 2016 – dernière année pour laquelle on dispose de données.

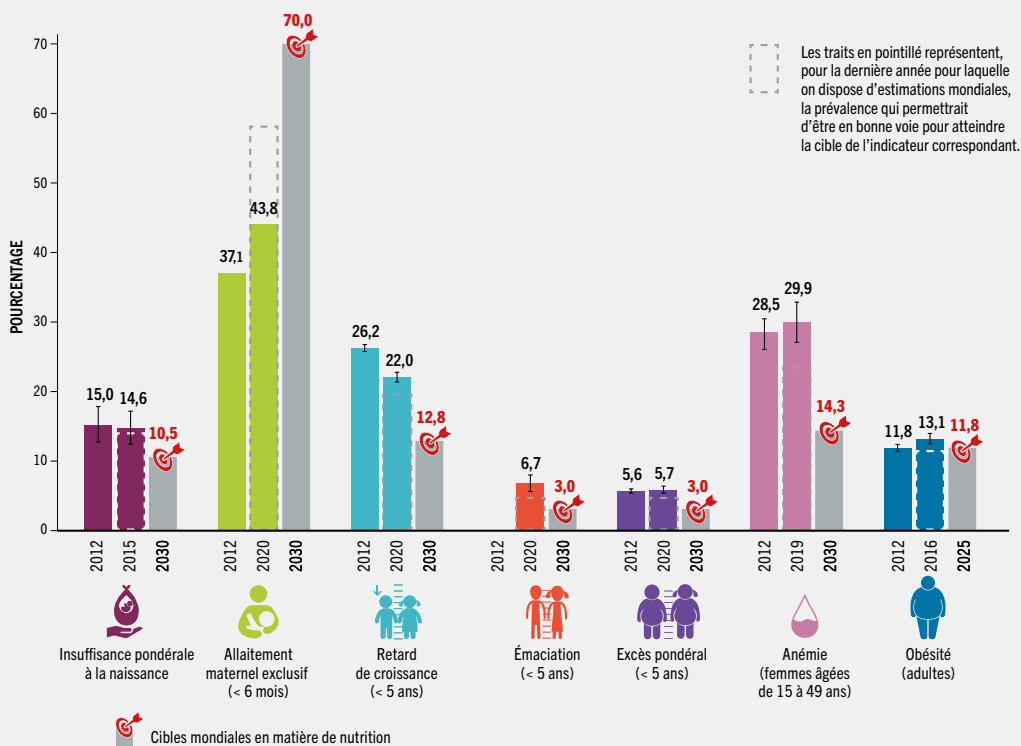
Le présent rapport évalue également les tendances mondiales et régionales au regard des sept cibles mondiales en matière de nutrition (figure 14). Les estimations présentées reposent

principalement sur les données collectées avant 2020 et ne prennent donc pas totalement en compte les incidences de la pandémie de covid-19.

La dernière estimation de l'insuffisance pondérale à la naissance a révélé que 14,6 pour cent des nouveau-nés (20,5 millions) étaient venus au monde avec un poids insuffisant en 2015, soit une diminution modeste par rapport aux 17,5 pour cent (22,9 millions) enregistrés en 2000. Des pratiques d'allaitement optimales, notamment l'allaitement maternel exclusif pendant les six premiers mois de la vie, sont essentielles à la survie de l'enfant ainsi qu'à sa santé et à son développement cognitif. À l'échelle mondiale, la prévalence est passée de 37,1 pour cent (49,9 millions) en 2012 à 43,8 pour cent (59,4 millions) en 2020. Cela étant, plus de la moitié des nourrissons de moins de 6 mois n'ont pas bénéficié des bienfaits protecteurs de l'allaitement maternel exclusif.

Le retard de croissance – taille trop faible pour l'âge considéré – compromet le développement physique et cognitif de l'enfant, augmente ses risques de mourir d'infections courantes et le prédispose à un excès pondéral et des maladies non transmissibles plus tard dans sa vie. À l'échelle mondiale, la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans a reculé régulièrement, de 33,1 pour cent (201,6 millions) en 2000 à 22,0 pour cent (149,2 millions) en 2020, d'après les estimations.

**FIGURE 14** DES EFFORTS IMMENSES DEVRONT ÊTRE CONSENTIS POUR ATTEINDRE LES CIBLES MONDIALES EN MATIÈRE DE NUTRITION D'ICI À 2030. LES SEULES AMÉLIORATIONS DEPUIS 2012 CONCERNENT L'ALLAITEMENT MATERNEL EXCLUSIF DES NOURRISSONS DE MOINS DE 6 MOIS (DE 37,1 POUR CENT À 43,8 POUR CENT) ET LE RETARD DE CROISSANCE CHEZ LES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS (DE 26,2 POUR CENT À 22,0 POUR CENT), MAIS IL FAUDRA NÉANMOINS ACCÉLÉRER LES PROGRÈS POUR CES INDICATEURS SI L'ON VEUT ATTEINDRE LES CIBLES DÉFINIES POUR 2030



NOTES: 1. L'émaciation est une affection aiguë qui peut évoluer fréquemment et rapidement au cours d'une année calendaire, ce qui fait qu'il est difficile de dégager des tendances fiables dans le temps à l'aide des données d'entrée disponibles. Le présent rapport fournit donc uniquement les estimations mondiales et régionales les plus récentes. 2. Les effets potentiels de la pandémie de covid-19 ne sont pas pris en compte dans les estimations. 3. Bien que l'année de référence retenue par l'OMS pour l'obésité chez l'adulte soit 2010, nous avons utilisé l'année 2012 pour assurer la cohérence d'ensemble du présent rapport. L'échéance de la cible mondiale en matière d'obésité chez l'adulte est fixée à 2025.

SOURCES: Les données relatives au retard de croissance, à l'émaciation et à l'excès pondéral sont basées sur UNICEF, OMS et Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale. 2021. *UNICEF-OMS-Groupe de la Banque mondiale, Estimations conjointes de la malnutrition infantile, édition d'avril 2021*. Consulté le 2 mai 2022. <https://data.unicef.org/topic/nutrition>, [www.who.int/data/gho/data/themes/topics/joint-child-malnutrition-estimates-unicef-who-wb](http://www.who.int/data/gho/data/themes/topics/joint-child-malnutrition-estimates-unicef-who-wb), <https://donnees.banquemondiale.org>; les données sur l'allaitement maternel exclusif sont basées sur UNICEF. 2021. *Infant and Young Child Feeding: Exclusive breastfeeding*. Dans: *UNICEF Data: Monitoring the Situation of Children and Women*. Consulté le 2 mai 2022. <https://data.unicef.org/topic/nutrition/infant-and-young-child-feeding>; les données sur l'anémie sont basées sur OMS. 2021. *Observatoire de la santé mondiale*. Dans: OMS. Genève (Suisse). Consulté le 2 mai 2022. <http://apps.who.int/gho/data/node.imr.PREVALEMIA?lang=fr>; les données relatives à l'obésité chez l'adulte sont basées sur OMS. 2017. *Observatoire de la santé mondiale*. Dans: OMS. Genève (Suisse). Consulté le 2 mai 2022. <http://apps.who.int/gho/data/node.main.A900A?lang=fr>; et les données sur l'insuffisance pondérale à la naissance sont basées sur UNICEF et OMS. 2019. *UNICEF-WHO Low Birthweight Estimates: levels and trends 2000–2015*. Genève (Suisse). Consulté le 2 mai 2022. [data.unicef.org/resources/low-birthweight-report-2019](http://data.unicef.org/resources/low-birthweight-report-2019)

L'émaciation est une pathologie potentiellement mortelle chez l'enfant, due à des apports en nutriments insuffisants, une mauvaise absorption des nutriments et/ou des maladies fréquentes ou prolongées. Les enfants qui en sont atteints sont dangereusement maigres, ont un système immunitaire affaibli et sont exposés à un plus grand risque de mortalité. La prévalence de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans était de 6,7 pour cent (45,4 millions) en 2020.

L'excès pondéral et l'obésité exposent la santé des enfants à des effets immédiats et potentiellement à long terme, notamment à un risque plus élevé de maladies non transmissibles plus tard dans la vie. À l'échelle mondiale, la prévalence de l'excès pondéral chez les enfants de moins de 5 ans a légèrement augmenté, passant de 5,4 pour cent (33,3 millions) en 2000 à 5,7 pour cent (38,9 millions) en 2020. Des tendances à la hausse ont été observées dans la moitié environ des pays du monde.

La prévalence de l'anémie chez les femmes âgées de 15 à 49 ans a été estimée à 29,9 pour cent en 2019. Une augmentation régulière du nombre absolu de femmes anémiées a été enregistrée (de 493 millions en 2000 à 570,8 millions en 2019), augmentation qui a des incidences en matière de morbidité et de mortalité chez les femmes et qui peut entraîner des conséquences néfastes durant la grossesse et compromettre la santé des nouveau-nés.

À l'échelle mondiale, la prévalence de l'obésité chez l'adulte a presque doublé en valeur absolue, passant de 8,7 pour cent (343,1 millions) en 2000 à 13,1 pour cent (675,7 millions) en 2016. De nouvelles estimations mondiales doivent être publiées avant fin 2022.

Les enfants qui vivent en milieu rural et dans des ménages pauvres sont plus exposés au retard de croissance et à l'émaciation. Les enfants et les adultes, en particulier les femmes, vivant dans les zones urbaines et dans des ménages plus aisés ont plus de risques d'être en surpoids et obèses, respectivement. Les nourrissons vivant en milieu rural, dans des ménages pauvres, et dont les mères n'ont pas bénéficié d'un enseignement scolaire, ainsi que les nourrissons de sexe féminin, sont davantage susceptibles d'être nourris au sein. Les femmes n'ayant pas suivi d'enseignement scolaire sont plus exposées à l'anémie, et leurs enfants ont davantage de risques de présenter un retard de croissance et de souffrir d'émaciation. Il sera primordial de venir à bout des inégalités si l'on veut atteindre les cibles fixées pour 2030.

Malgré des progrès dans certaines régions, la malnutrition persiste sous de nombreuses formes partout dans le monde, et la situation pourrait en réalité être pire que ce que les présentes données font apparaître compte tenu du fait que la pandémie de covid-19 continue d'influer sur les résultats en matière de nutrition. Des efforts immenses devront être consentis pour atteindre les cibles mondiales en matière de nutrition d'ici

à 2030 et compenser les reculs majeurs enregistrés à l'échelle mondiale. Il faudra inverser les tendances mondiales de l'anémie chez les femmes âgées de 15 à 49 ans, de l'excès pondéral chez les enfants et de l'obésité chez les adultes, en particulier, si l'on veut pouvoir accomplir les progrès nécessaires pour concrétiser les ODD.

## 2.3 POINT SUR LE COÛT ET L'ABORDABILITÉ D'UNE ALIMENTATION SAINÉ

### MESSAGES CLÉS

- L'inflation des prix à la consommation des produits alimentaires provoquée par les répercussions économiques de la pandémie de covid-19 et des mesures mises en place pour l'endiguer a entraîné une augmentation des coûts et a accru l'inabordabilité d'une alimentation saine dans le monde entier.
- Près de 3,1 milliards de personnes ne pouvaient pas se permettre une alimentation saine en 2020 – soit 112 millions de plus qu'en 2019. Cette augmentation a été particulièrement marquée en Asie, où l'alimentation saine est devenue inabordable pour 78 millions de personnes supplémentaires, suivie de l'Afrique (25 millions), de la région Amérique latine et Caraïbes (8 millions) et de la région Amérique du Nord et Europe (1 million).
- Entre 2019 et 2020, la plus forte hausse du coût d'une alimentation saine a été enregistrée en Asie (4,0 pour cent); venaient ensuite

l'Océanie (3,6 pour cent), l'Amérique latine et les Caraïbes (3,4 pour cent), l'Amérique du Nord et l'Europe (3,2 pour cent), et enfin l'Afrique (2,5 pour cent).

L'édition 2020 de ce rapport comprenait, pour la première fois, des estimations mondiales du coût et de l'abordabilité d'une alimentation saine. Ces estimations sont des indicateurs utiles pour déterminer l'accès économique des populations à des aliments nutritifs et à une alimentation saine.

Les effets inflationnistes sur les prix à la consommation des produits alimentaires provoqués par les répercussions économiques de la pandémie de covid-19 et des mesures mises en place pour l'endiguer sont flagrants, et importants. Fin 2020, les prix mondiaux à la consommation des produits alimentaires étaient à leur niveau le plus élevé depuis six ans, quel que soit le mois considéré. Cette hausse s'est immédiatement traduite par une augmentation du coût moyen d'une alimentation saine en 2020 dans toutes les régions et presque toutes les sous-régions du monde (tableau 5).

L'abordabilité d'une alimentation saine mesure le coût moyen de cette alimentation par rapport au revenu; les changements dans le temps peuvent ainsi résulter de l'évolution du coût de l'alimentation, des revenus, ou des deux. En 2020, les mesures mises en place pour endiguer la pandémie de covid-19 ont plongé le monde et la plupart des pays dans une récession économique et provoqué une contraction du revenu par »

**TABLEAU 5** PRÈS DE 3,1 MILLIARDS DE PERSONNES NE POUVAIENT PAS SE PERMETTRE UNE ALIMENTATION SAINTE EN 2020 EN RAISON DE SON COÛT ACCRU

	Coût d'une alimentation saine en 2020		Personnes ne pouvant se permettre une alimentation saine en 2020		
	Coût (en USD, par personne et par jour)	Variation entre 2019 et 2020 (pourcentage)	Pourcentage	Total (en millions)	Variation entre 2019 et 2020 (pourcentage)
<b>MONDE</b>	<b>3,54</b>	<b>3,3</b>	<b>42,0</b>	<b>3 074,2</b>	<b>3,8</b>
<b>AFRIQUE</b>	<b>3,46</b>	<b>2,5</b>	<b>79,9</b>	<b>1 031,0</b>	<b>2,5</b>
Afrique du Nord	3,57	-0,7	57,2	136,7	-0,8
Afrique subsaharienne	3,44	2,9	85,0	894,3	3,1
Afrique australe	3,84	3,3	65,5	44,2	1,8
Afrique de l'Est	3,37	3,4	87,4	360,8	3,0
Afrique de l'Ouest	3,45	2,7	85,7	337,1	3,3
Afrique centrale	3,34	2,2	85,4	152,2	3,0
<b>ASIE</b>	<b>3,72</b>	<b>4,0</b>	<b>43,5</b>	<b>1 891,4</b>	<b>4,3</b>
Asie centrale	3,11	4,0	21,5	7,5	6,9
Asie du Sud	3,81	4,0	70,0	1 331,5	2,7
Asie du Sud-Est	4,02	4,2	53,9	347,2	4,7
Asie occidentale	3,22	2,9	17,8	30,9	-1,4
Asie orientale	4,72	6,0	11,0	174,4	18,7
<b>AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES</b>	<b>3,89</b>	<b>3,4</b>	<b>22,5</b>	<b>131,3</b>	<b>6,5</b>
Amérique latine	3,56	2,5	21,0	117,3	6,9
Amérique centrale	3,47	2,1	27,8	43,1	9,8
Amérique du Sud	3,61	2,7	18,4	74,2	5,3
Caraïbes	4,23	4,1	52,0	13,9	3,5
<b>OCÉANIE</b>	<b>3,07</b>	<b>3,6</b>	<b>2,7</b>	<b>0,7</b>	<b>1,0</b>
<b>AMÉRIQUE DU NORD ET EUROPE</b>	<b>3,19</b>	<b>3,2</b>	<b>1,9</b>	<b>19,8</b>	<b>5,4</b>
<b>GROUPES DE PAYS PAR REVENU</b>					
Pays à faible revenu	3,20	2,7	88,3	454,2	3,0
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	3,70	2,9	69,4	2 230,7	2,9
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	3,76	2,9	15,2	374,0	10,9
Pays à revenu élevé	3,35	4,0	1,4	15,3	3,3

NOTES: Le coût d'une alimentation saine correspond au coût de 2017, exprimé en USD par personne et par jour (publié dans l'édition 2020 du rapport et actualisé conformément à la méthodologie exposée à l'encadré 6 du rapport de cette année), projeté sur 2019 et 2020 à l'aide des données de FAOSTAT relatives à l'indice des prix à la consommation des produits alimentaires des différents pays et des données relatives aux indicateurs de développement dans le monde pour les taux de change en parité de pouvoir d'achat. L'indicateur «Personnes ne pouvant se permettre une alimentation saine» fournit, pour chaque région et chaque groupe de pays par revenu, le pourcentage pondéré (%) et le nombre total (en millions) de personnes qui n'avaient pas les moyens d'adopter cette alimentation en 2020. S'agissant des groupes de pays classés selon le revenu, on a utilisé la classification 2021 de la Banque mondiale pour les années 2019 et 2020.

SOURCE: FAO.

» habitant dans plus de pays que jamais ces dernières années. Cependant, si les flambées des prix des produits alimentaires sont prises en compte dans les estimations de l'abordabilité en 2020, ce n'est pas le cas des baisses brutales des revenus, les données 2020 relatives à la répartition des revenus n'étant pas encore disponibles. Le nombre estimé de personnes ne pouvant pas se permettre une alimentation saine pourrait donc être revu à la hausse une fois que les données relatives à la répartition des revenus auront été communiquées; ces informations permettront de prendre en compte les effets conjugués de l'inflation des prix à la consommation des produits alimentaires et des pertes de revenus.

Les estimations indiquent que le nombre de personnes qui n'avaient pas les moyens d'adopter une alimentation saine en 2020 a augmenté à l'échelle mondiale et dans toutes les régions du monde. Près de 3,1 milliards de personnes ne pouvaient pas se permettre une telle alimentation en 2020, soit une augmentation de 112 millions par rapport à 2019 (tableau 5). Cette augmentation a été particulièrement marquée en Asie, où l'alimentation saine est devenue inabordable pour 78 millions de personnes supplémentaires, suivie de l'Afrique (25 millions), de la région Amérique latine et Caraïbes (8 millions) et de la région Amérique du Nord et Europe (1 million). ■

# CHAPITRE 3

## SOUTIEN PUBLIC APPORTÉ À L'ALIMENTATION ET À L'AGRICULTURE DANS LE MONDE: QUEL EST SON COÛT ET QUELLE INCIDENCE A-T-IL SUR L'ALIMENTATION?

### MESSAGES CLÉS

→ Étant donné les reculs enregistrés sur les questions de la faim, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et au vu des problèmes économiques, sanitaires et environnementaux auxquels le monde se heurte, parvenir à offrir à tous une alimentation saine plus abordable revêt une importance critique. Pour avancer sur cette voie, il est essentiel d'examiner le soutien qu'apportent actuellement les politiques publiques au secteur de l'alimentation et de l'agriculture afin de déterminer les réformes à engager en priorité.

→ Les pouvoirs publics ont recours à diverses politiques pour soutenir l'alimentation et l'agriculture, notamment des mesures d'encadrement des échanges et d'intervention sur les marchés, des subventions aux producteurs et aux consommateurs, et un soutien aux services d'intérêt général.

Ces politiques peuvent avoir une incidence sur les disponibilités alimentaires nécessaires à une alimentation saine et sur l'abordabilité de cette alimentation.

→ À l'échelle mondiale, le soutien public à l'alimentation et à l'agriculture se chiffre à près de 630 milliards d'USD par an en moyenne sur la période 2013-2018. Pour 70 pour cent environ, il cible directement les agriculteurs au moyen de politiques visant les échanges et le marché, et au moyen de subventions liées en grande partie (autrement dit couplées) à la production ou à l'utilisation sans contraintes de facteurs variables de production.

→ Le soutien à la production agricole est largement concentré sur les aliments de base, les produits laitiers et d'autres aliments riches en protéines, en particulier dans les pays à revenu élevé et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Le riz, le sucre et les différents types de viande sont les aliments dont la production est la plus encouragée dans le monde, tandis que les producteurs de fruits et de légumes sont globalement moins soutenus, voire sont pénalisés dans certains pays à faible revenu.

### 3.1

## ÉTAT DES LIEUX: QUELS SONT ACTUELLEMENT LES SOUTIENS APPORTÉS PAR LES POUVOIRS PUBLICS À L'ALIMENTATION ET À L'AGRICULTURE?

Les pouvoirs publics ont recours à diverses politiques pour soutenir

l'alimentation et l'agriculture, notamment des mesures d'encadrement des échanges et d'intervention sur les marchés (mesures aux frontières et contrôle des prix du marché, par exemple), qui créent des incitations ou des désincitations par les prix; des subventions aux producteurs et aux consommateurs; et un soutien apporté aux services d'intérêt général (figure 17). Ces politiques ont une incidence sur toutes les parties prenantes et sur une partie de l'environnement alimentaire, et peuvent influencer sur les disponibilités alimentaires nécessaires à une alimentation saine et sur l'abordabilité de cette alimentation.

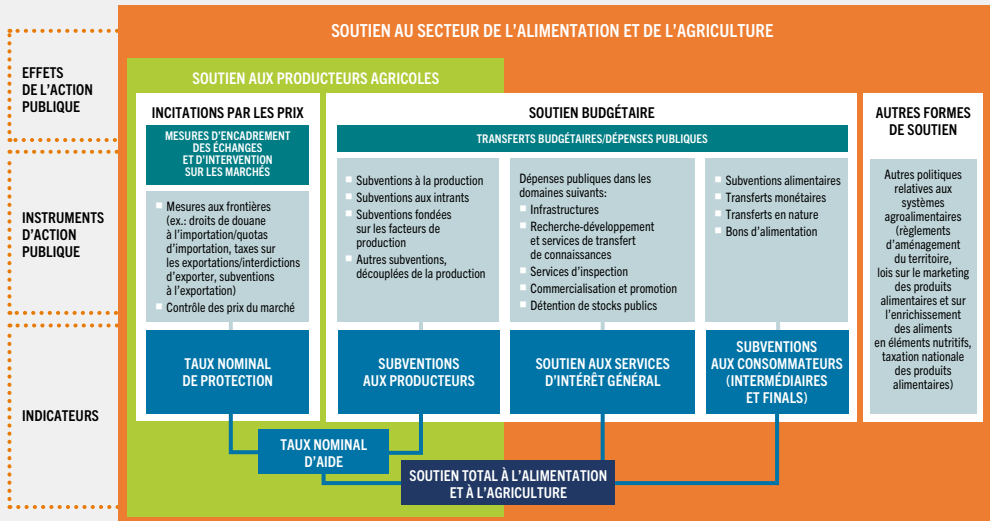
À l'échelle mondiale, la valeur moyenne du soutien public apporté à l'alimentation et à l'agriculture sur la période 2013-2018 a atteint près de 630 milliards d'USD par an. Le soutien moyen distribué directement aux producteurs agricoles s'est élevé à près de 446 milliards d'USD par an en chiffres nets (c'est-à-dire en tenant compte à la fois des incitations et des désincitations par les prix visant les agriculteurs), ce qui correspond à 70 pour cent environ du soutien total apporté au secteur et à 13 pour cent environ de la valeur mondiale de la production, toujours en moyenne. Les États ont dépensé annuellement 111 milliards d'USD environ pour fournir au secteur des services d'intérêt général; quant aux consommateurs de produits alimentaires, ils ont reçu 72 milliards d'USD par an en moyenne (figure 18).

Le soutien public apporté dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture varie selon les groupes de pays par revenu et selon la période. Globalement, les incitations par les prix et les subventions financées sur le budget des États ont été les instruments les plus largement utilisés dans les pays à revenu élevé et sont de plus en plus souvent adoptées par les pays à revenu intermédiaire, en particulier ceux de la tranche supérieure. De façon générale, les politiques mises en œuvre par les pays à faible revenu ont généré des désincitations par les prix, dissuadant les producteurs de faciliter l'accès des consommateurs à des aliments moins chers. Les ressources budgétaires que ces pays peuvent consacrer au soutien aux producteurs et aux consommateurs et au financement de services d'intérêt général qui profiteraient à l'ensemble du secteur agricole sont limitées.

Dans les pays à revenu intermédiaire, les subventions accordées aux producteurs agricoles s'établissent tout juste à 5 pour cent de la valeur totale de la production, contre près de 13 pour cent dans les pays à revenu élevé (tableau 6). Le soutien aux services d'intérêt général, exprimé en proportion de la valeur de la production, est plus bas dans les pays à faible revenu (2 pour cent) que dans les pays à revenu élevé (4 pour cent). À l'échelle mondiale, les deux tiers des subventions aux consommateurs (finaux ou intermédiaires, comme les transformateurs) ont été déboursées dans les pays à revenu élevé.



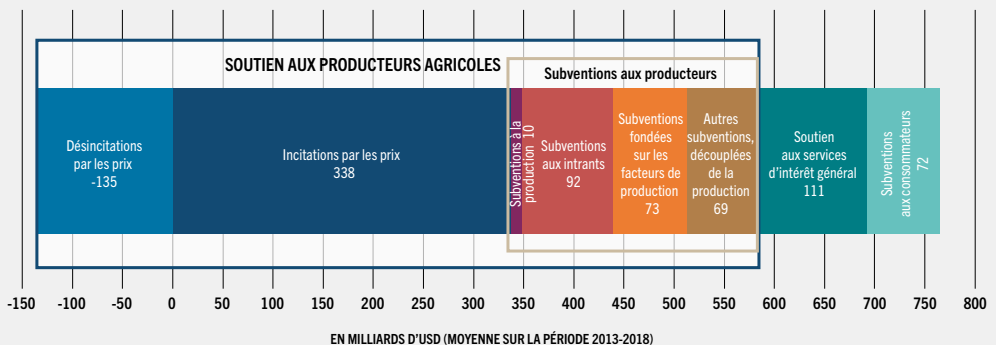
**FIGURE 17 INSTRUMENTS DE SOUTIEN PUBLIC À L'ALIMENTATION ET À L'AGRICULTURE ET INDICATEURS ASSOCIÉS**



NOTE: La catégorie «Autres formes de soutien» comprend les autres politiques relatives aux systèmes agroalimentaires, qui sont abordées de façon plus détaillée à la section 4.2 du rapport.

SOURCE: D'après FAO, PNUD et PNUE. 2021. *A multi-billion-dollar opportunity – Repurposing agricultural support to transform food systems* (Une opportunité se chiffrant à plusieurs milliards de dollars – Réorienter le soutien au secteur agricole pour transformer les systèmes alimentaires). Rome, FAO.

**FIGURE 18 NIVEAU ET COMPOSITION DU SOUTIEN MONDIAL À L'ALIMENTATION ET À L'AGRICULTURE (EN MILLIARDS D'USD, EN MOYENNE SUR LA PÉRIODE 2013-2018)**



SOURCE: Ag-Incentives. (À paraître). *Ag-Incentives*. Washington. Consulté le 4 mai 2022. <http://ag-incentives.org>, à partir de données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de la FAO, de la Banque interaméricaine de développement (BID) et de la Banque mondiale compilées par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

**TABLEAU 6** SOUTIEN AU SECTEUR ALIMENTAIRE ET AGRICOLE EN PROPORTION DE LA VALEUR DE LA PRODUCTION, PAR GROUPE DE PAYS CLASSÉS SELON LE REVENU, EN MOYENNE SUR LA PÉRIODE 2013-2018

Groupes de pays par revenu	Incitations par les prix	Soutien budgétaire (dépenses publiques)		
		Subventions aux producteurs	Services d'intérêt général	Subventions aux consommateurs
Pays à revenu élevé	9,5%	12,6%	3,9%	4,6%
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	10,8%	4,9%	3,0%	0,2%
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	-7,6%	4,1%	2,5%	2,6%
Pays à faible revenu	-9,5%	0,6%	2,3%	0,6%

SOURCE: FAO, à partir des données de l'OCDE, de la FAO, de la BID et de la Banque mondiale compilées par l'IFPRI.

Le soutien public varie selon les groupes d'aliments et les produits. Les pays qui jouissent d'un niveau de revenu plus élevé soutiennent tous les groupes d'aliments, et en particulier les aliments de base (y compris les céréales et les racines et tubercules), suivis par les produits laitiers et les autres produits riches en protéines. Dans les pays à revenu élevé, le soutien apporté à ces trois groupes d'aliments est fourni à parts égales sous la forme d'incitations par les prix et de subventions aux producteurs. En revanche, pour les fruits et les légumes et pour les graisses et les huiles, les subventions sont beaucoup plus importantes (11 pour cent environ de la valeur de la production) que les incitations par les prix, en moyenne, sur la période 2013-2018.

Les politiques des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure pénalisent invariablement la production de la plupart des aliments, car elles font baisser les prix à la sortie de l'exploitation. En revanche, ces pays accordent des

subventions aux agriculteurs, en particulier pour la production d'aliments de base, de fruits et légumes et de graisses et huiles. Dans les pays à faible revenu, les incitations par les prix sont négatives pour la plupart des groupes d'aliments, allant de -7 pour cent pour les aliments de base (principalement les céréales) à 1 pour cent pour les autres cultures (comme le sucre, le thé ou le café).

### 3.2 QUELLE INCIDENCE LES POLITIQUES ALIMENTAIRES ET AGRICOLES ONT-ELLES SUR L'ALIMENTATION?

De nombreux pays fournissent un soutien public important, et la façon dont ce soutien est alloué peut appuyer ou entraver les efforts déployés pour abaisser le coût des aliments nutritifs et faire en sorte que chacun ait accès à une alimentation saine abordable.

Les mesures aux frontières ont une incidence sur les disponibilités alimentaires et sur la diversité et les prix des aliments sur les marchés intérieurs. Certaines de ces mesures ciblent des objectifs d'action publique essentiels, comme la sécurité alimentaire, mais les États pourraient s'employer davantage à réduire les obstacles au commerce des aliments nutritifs, tels que les fruits, les légumes et les légumineuses, afin d'en accroître les disponibilités et d'améliorer l'abordabilité de ces aliments, ce qui permettrait d'abaisser le coût d'une alimentation saine.

Dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire, le contrôle des prix du marché – via des prix minimums ou des prix administrés pour les consommateurs, par exemple – cible presque exclusivement des produits alimentaires comme le blé, le maïs, le riz et le sucre, et a pour but de stabiliser ou d'accroître le revenu agricole tout en veillant à ce que l'approvisionnement en produits de base soit assuré, à des fins de sécurité alimentaire. Cela étant, ces politiques pourraient ne pas être étrangères aux alimentations déséquilibrées que l'on observe partout dans le monde.

Les subventions allouées pour des produits ou des facteurs de production

spécifiques ont grandement contribué à l'accroissement de la production et à la diminution du prix des céréales (en particulier le maïs, le blé et le riz), mais aussi de la viande bovine et du lait. Cette évolution a eu des effets positifs sur la sécurité alimentaire et sur le revenu agricole et a soutenu indirectement l'élaboration et l'utilisation de meilleures technologies et de nouveaux intrants agricoles. En revanche, ces subventions ont de fait créé des désincitations (relatives) à produire des aliments nutritifs, encouragé les monocultures dans certains pays, mis un coup d'arrêt à la culture de certains produits nutritifs et découragé la production d'aliments qui ne donnaient pas lieu au même niveau de soutien.

Le soutien apporté via les services d'intérêt général bénéficie de façon plus collective aux acteurs du secteur de l'alimentation et de l'agriculture, ce qui est une bonne chose, en principe, pour les petits agriculteurs, les femmes et les jeunes. Cette forme de soutien arrive toutefois très loin derrière le soutien direct aux producteurs que représentent les incitations par les prix et les subventions, et elle est plus largement financée dans les pays à revenu élevé. Dans certains cas, les services tels que la recherche-développement sont orientés en faveur des producteurs d'aliments de base. ■

# CHAPITRE 4

## OPTIONS POSSIBLES POUR RÉORIENTER LE SOUTIEN PUBLIC À L'ALIMENTATION ET À L'AGRICULTURE DE FAÇON À AMÉLIORER L'ABORDABILITÉ D'UNE ALIMENTATION SAINE

### MESSAGES CLÉS

→ Réorienter le soutien public actuellement accordé à l'alimentation et à l'agriculture de façon à accroître les disponibilités en aliments nutritifs proposées aux consommateurs peut concourir à l'objectif d'une alimentation saine à la fois moins coûteuse et plus abordable, à l'échelle mondiale et en particulier dans les pays à revenu intermédiaire.

→ On estime que réorienter les subventions existantes est la mesure qui offre la plus grande possibilité d'amélioration de l'abordabilité d'une alimentation saine, surtout si ces subventions sont transférées des producteurs aux consommateurs. Cette option fait baisser les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'origine agricole, mais

peut créer des déséquilibres au regard de la réduction de la pauvreté, du revenu agricole, de la production agricole totale et de la reprise économique.

→ Faire évoluer les incitations par les prix à l'échelle mondiale en réorientant les mesures aux frontières et le contrôle des prix du marché peut aussi rendre l'alimentation saine moins coûteuse et plus abordable, quoique dans une moindre mesure comparé à l'action sur les subventions. Cette option permet de faire baisser les émissions de GES d'origine agricole tout en évitant les déséquilibres potentiels, de façon générale.

→ Lorsqu'ils réorientent le soutien public pour réduire le coût d'une alimentation saine, les responsables politiques doivent éviter les déséquilibres générateurs d'inégalités qui peuvent apparaître si les agriculteurs ne sont pas en mesure de se spécialiser dans la production d'aliments nutritifs en raison de contraintes liées aux ressources.

→ D'autres politiques essentielles, relatives ou extérieures aux systèmes agroalimentaires, seront nécessaires pour compléter les mesures de réorientation, afin de faire évoluer les chaînes d'approvisionnement alimentaire, les environnements alimentaires et les comportements des consommateurs et de permettre ainsi l'adoption d'habitudes alimentaires saines. De surcroît, des politiques pourraient être nécessaires pour atténuer les déséquilibres qui peuvent résulter des réorientations, notamment les pertes de revenu à court terme ou les effets préjudiciables sur les moyens d'existence, en particulier concernant les populations les plus vulnérables.

→ La réussite de la réorientation du soutien dépendra en outre du contexte politique et social, de la gouvernance, de l'équilibre ou du déséquilibre des pouvoirs et des différents intérêts, des idées et de l'influence des parties prenantes, de la concentration de la puissance commerciale, et des mécanismes de gouvernance et des cadres réglementaires mis en place pour faciliter le processus de réforme et prévenir et gérer les conflits.

#### 4.1

### QUELS SONT LES EFFETS POTENTIELS D'UNE RÉORIENTATION DU SOUTIEN APPORTÉ À L'ALIMENTATION ET À L'AGRICULTURE POUR RÉDUIRE LE COÛT DES ALIMENTS NUTRITIFS?

Une analyse nouvelle de scénarios de réorientation du soutien public à l'alimentation et à l'agriculture fondés sur des modèles et spécialement élaborés pour préparer le présent rapport met en évidence différentes options permettant à tous les pays du monde de procéder à cette réorientation en vue d'accroître l'abordabilité d'une alimentation saine.

Ces scénarios simulent la réaffectation des budgets qui financent actuellement le soutien aux producteurs agricoles au moyen de différents instruments d'action publique. La réorientation est effectuée pour tous les pays dans toutes les régions géographiques, et vise à réduire le coût et à améliorer l'abordabilité d'une

alimentation saine. Elle est mise en œuvre de façon linéaire entre 2023 et 2028, et ses effets sont examinés à l'horizon 2030.

Dans ces scénarios, la réaffectation des budgets cible les aliments «hautement prioritaires» dans le cadre d'une alimentation saine. Ces derniers correspondent aux groupes d'aliments dont la consommation actuelle par habitant dans chaque pays/région n'atteint pas encore le niveau recommandé pour ce pays/cette région, tel que le définissent les recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments utilisées pour calculer le coût d'une alimentation saine.

Une observation générale fondée sur des données empiriques indique que la réorientation du soutien public à l'agriculture en vigueur dans toutes les régions du monde, effectuée dans le but de promouvoir la production d'aliments nutritifs (dont la consommation est basse par rapport aux besoins alimentaires), contribuerait à rendre l'alimentation saine moins coûteuse et plus abordable, à l'échelle mondiale et surtout dans les pays à revenu intermédiaire des tranches inférieure et supérieure.

L'élimination ou la réduction du soutien aux frontières et du contrôle des prix du marché portant sur les produits prioritaires dans le cadre d'une alimentation saine fait baisser le prix de ces produits, en particulier sur les marchés qui bénéficient d'une protection élevée aux frontières (tableau 8). Résultat, le

**TABLEAU 8** EFFETS D'UNE RÉORIENTATION DES MESURES AUX FRONTIÈRES EN VUE DE SOUTENIR UNE ALIMENTATION SAINTE, 2030 (ÉVOLUTION PAR RAPPORT À LA SITUATION DE RÉFÉRENCE\*)

	Sécurité alimentaire et nutrition			Équité			Climat
	Prévalence de la sous-alimentation	Abordabilité d'une alimentation saine	Déficit de revenu à combler pour accéder à une alimentation saine	Pauvreté extrême (moins de 1,90 USD par jour)	Revenu agricole	Production agricole (en volume)	Émissions de GES d'origine agricole
<b>MONDE</b>	<b>-0,08</b>	<b>0,64</b>	<b>-0,46</b>	<b>0,00</b>	<b>0,03</b>	<b>-0,06</b>	<b>-0,98</b>
<b>GROUPES DE PAYS PAR REVENU</b>							
Pays à revenu élevé	-0,01	0,00	0,00	-0,01	2,75	0,36	1,07
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	-0,04	0,23	-0,14	-0,02	0,03	-0,13	-1,11
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	-0,12	1,35	-0,97	0,03	-1,58	-0,29	-2,14
Pays à faible revenu	-0,20	0,31	-0,37	-0,06	-0,81	-0,22	-1,81

NOTE: Le tableau complet présentant la décomposition par région est disponible dans le rapport. \*Les résultats pour ce scénario sont indiqués sous la forme d'une variation en points de pourcentage par rapport à la situation de référence à l'horizon 2030 pour les indicateurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition ainsi que pour la pauvreté extrême, et sous la forme d'une variation en pourcentage par rapport à la situation de référence à l'horizon 2030 pour les autres indicateurs.

SOURCE: Glauber, J. et Laborde, D. (à paraître). *Repurposing food and agricultural policies to deliver affordable healthy diets, sustainably and inclusively: what is at stake?* Document d'information établi pour servir de base au rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022*. FAO Agricultural Development Economics Working Paper 22-05. Rome, FAO.

pourcentage de population pour lequel une alimentation saine est abordable augmente à l'échelle mondiale (0,64 point de pourcentage en 2030, comparé à la situation de référence), tandis que le coût d'une alimentation saine baisse davantage que celui de l'alimentation moyenne (1,7 pour cent contre 0,4 pour cent, respectivement).

L'évolution vers une alimentation saine moins coûteuse et plus abordable s'accompagne d'un déclin de la production agricole mondiale, lequel se traduit à son tour par une réduction des émissions de

GES d'origine agricole. Les émissions de GES chutent dans tous les groupes de revenu, à l'exception de celui des pays à revenu élevé (où l'on estime que la production agricole augmente).

Les autres effets sont une petite augmentation du revenu agricole mondial (de 0,03 pour cent), encore que, dans le cas des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, où les mesures aux frontières et le contrôle des prix du marché entrent pour une part importante dans le soutien total à l'agriculture, les effets sur le revenu

**TABLEAU 10** EFFETS D'UNE RÉORIENTATION DES SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX PRODUCTEURS EN VUE DE SOUTENIR UNE ALIMENTATION SAINE, 2030 (ÉVOLUTION PAR RAPPORT À LA SITUATION DE RÉFÉRENCE\*)

	Sécurité alimentaire et nutrition			Équité			Climat
	Prévalence de la sous-alimentation	Abordabilité d'une alimentation saine	Déficit de revenu à combler pour accéder à une alimentation saine	Pauvreté extrême (moins de 1,90 USD par jour)	Revenu agricole	Production agricole (en volume)	Émissions de GES d'origine agricole
<b>MONDE</b>	<b>-0,05</b>	<b>0,81</b>	<b>-0,53</b>	<b>-0,04</b>	<b>-0,94</b>	<b>0,27</b>	<b>1,50</b>
<b>GROUPES DE PAYS PAR REVENU</b>							
Pays à revenu élevé	0,00	0,17	-0,01	-0,05	-3,29	1,53	-0,49
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	-0,04	0,51	-0,19	0,00	-1,46	-0,19	2,64
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	-0,08	1,52	-1,14	-0,09	1,59	0,10	0,92
Pays à faible revenu	-0,11	0,22	-0,26	-0,02	-0,80	-0,12	3,90

NOTE: Le tableau complet présentant la décomposition par région est disponible dans le rapport. \*Les résultats pour ce scénario sont indiqués sous la forme d'une variation en points de pourcentage par rapport à la situation de référence à l'horizon 2030 pour les indicateurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition ainsi que pour la pauvreté extrême, et sous la forme d'une variation en pourcentage par rapport à la situation de référence à l'horizon 2030 pour les autres indicateurs.

SOURCE: Glauber, J. et Laborde, D. (à paraître). *Repurposing food and agricultural policies to deliver affordable healthy diets, sustainably and inclusively: what is at stake?* Document d'information établi pour servir de base au rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022*. FAO Agricultural Development Economics Working Paper 22-05. Rome, FAO.

agricole soient négatifs et supérieurs à la variation moyenne à l'échelle mondiale. L'incidence sur la pauvreté extrême est minime au niveau mondial; les faibles progrès dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure sont compensés par des reculs dans les autres groupes de revenu.

En revanche, la réorientation simulée des subventions accordées aux producteurs accroît l'abordabilité d'une alimentation saine dans une plus large mesure que celle des mesures aux frontières et du contrôle des prix du marché (0,81 point

de pourcentage, contre 0,64 point de pourcentage, respectivement) (tableau 10). Elle réduit également la part de la population mondiale vivant dans la pauvreté extrême et souffrant de sous-alimentation. Cela étant, l'importante contrepartie, que l'on n'observe pas dans le précédent scénario de réorientation, est que le total des émissions de GES d'origine agricole augmente (de 1,5 pour cent), du fait de l'accroissement de la production agricole, notamment des aliments à forte teneur en protéines, comme les produits laitiers, dont la consommation progresse pour

**TABLEAU 12** EFFETS D'UNE RÉORIENTATION DES SUBVENTIONS AUX PRODUCTEURS VERS LES CONSOMMATEURS EN VUE DE SOUTENIR UNE ALIMENTATION SAINTE, 2030 (ÉVOLUTION PAR RAPPORT À LA SITUATION DE RÉFÉRENCE\*)

	Sécurité alimentaire et nutrition			Équité			Climat
	Prévalence de la sous-alimentation	Abordabilité d'une alimentation saine	Déficit de revenu à combler pour accéder à une alimentation saine	Pauvreté extrême (moins de 1,90 USD par jour)	Revenu agricole	Production agricole (en volume)	Émissions de GES d'origine agricole
<b>MONDE</b>	-0,05	0,77	-0,44	-0,06	-3,74	-0,20	-0,18
<b>GROUPES DE PAYS PAR REVENU</b>							
Pays à revenu élevé	-0,05	0,15	-0,01	-0,06	-13,84	-0,71	-1,16
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	-0,04	0,84	-0,25	-0,04	-2,35	-0,02	-0,31
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	-0,05	1,14	-0,85	-0,08	-0,85	-0,16	0,21
Pays à faible revenu	-0,14	0,05	-0,14	-0,22	1,61	0,36	2,26

NOTE: Le tableau complet présentant la décomposition par région est disponible dans le rapport. \*Les résultats pour ce scénario sont indiqués sous la forme d'une variation en points de pourcentage par rapport à la situation de référence à l'horizon 2030 pour les indicateurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition ainsi que pour la pauvreté extrême, et sous la forme d'une variation en pourcentage par rapport à la situation de référence à l'horizon 2030 pour les autres indicateurs.

SOURCE: Glauber, J. et Laborde, D. (à paraître). *Repurposing food and agricultural policies to deliver affordable healthy diets, sustainably and inclusively: what is at stake?* Document d'information établi pour servir de base au rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022*. FAO Agricultural Development Economics Working Paper 22-05. Rome, FAO.

atteindre les niveaux recommandés, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

Si, au lieu de cela, on réoriente les subventions vers les consommateurs tout en continuant à cibler les aliments «hautement prioritaires», le coût d'une alimentation saine baisse de façon plus notable que dans les deux scénarios précédents, aussi bien en chiffres absolus (3,34 pour cent en 2030, par rapport à la situation de référence) que par comparaison avec le coût de

l'alimentation moyenne. Le pourcentage de la population qui peut alors se permettre une alimentation saine augmente (de près de 0,8 point de pourcentage), mais légèrement moins que dans le scénario d'une réorientation des subventions aux producteurs, en raison de l'effet sur le revenu (tableau 12).

Les principaux effets de synergie positifs dans ce scénario sont notamment la réduction des niveaux de pauvreté extrême et de sous-alimentation, due en partie à l'augmentation du revenu



agricole dans les pays à faible revenu. De plus, les émissions mondiales de GES diminuent en raison d'une réduction de la production agricole. En revanche, ce scénario est très pénalisant pour les producteurs qui perdent leurs subventions. À l'échelle mondiale, le revenu et la production agricoles reculent (respectivement de 3,7 pour cent et 0,2 pour cent à l'horizon 2030, comparé à la situation de référence).

Que ce soit par le truchement des mesures aux frontières et du contrôle des prix du marché ou par celui des subventions, les responsables politiques devront réorienter leur soutien en tenant compte des déséquilibres générateurs d'inégalités qui pourraient apparaître si les petits exploitants (y compris les femmes et les jeunes) ne sont pas en mesure de se spécialiser dans la production d'aliments nutritifs du fait de contraintes liées aux ressources.

Dans les pays à faible revenu, et peut-être aussi certains pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, l'un des principaux défis pour les responsables politiques ne se limitera pas à trouver un équilibre dans la réorientation du soutien à l'agriculture de façon à atteindre plusieurs objectifs de transformation inclusive de l'agriculture qui concordent avec la réduction du coût des aliments nutritifs. Compte tenu de leurs faibles budgets, les gouvernements de ces pays devront aussi mobiliser des financements importants pour renforcer: i) la fourniture d'un soutien aux services d'intérêt général

lorsque celui-ci devra être priorisé pour combler efficacement les déficits de productivité de la production d'aliments nutritifs, et ce de façon inclusive et durable; et ii) l'octroi de subventions aux consommateurs afin d'améliorer l'abordabilité. À cet égard, l'aide internationale à l'investissement public jouera un rôle essentiel pour faciliter la transition vers des services d'intérêt général de plus haut niveau, en particulier dans les pays à faible revenu.

Pour tirer parti des possibilités qu'offre la réorientation du soutien, les pays devront se regrouper, dans un esprit de multilatéralisme. La réorientation des mesures aux frontières, du contrôle des prix du marché et des subventions devra tenir compte des engagements pris par les pays et des flexibilités dont ils bénéficient dans le cadre des règles actuelles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ainsi que des questions abordées dans les négociations en cours.

En résumé, la réorientation du soutien ciblant les aliments hautement prioritaires pour une alimentation saine appuiera la reprise économique à l'échelle mondiale, à condition d'être réalisée au moyen d'une réduction des mesures aux frontières et du contrôle des prix du marché ou d'un transfert des subventions des producteurs aux consommateurs, mais il faudra tenir compte des déséquilibres que cela pourrait entraîner. C'est pourquoi les résultats différeront selon le groupe de revenu dans lequel les pays se classent et selon la région géographique.

## 4.2 POLITIQUES COMPLÉMENTAIRES, RELATIVES OU EXTÉRIEURES AUX SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES, NÉCESSAIRES POUR ASSURER L'EFFICACITÉ DES INITIATIVES DE RÉORIENTATION

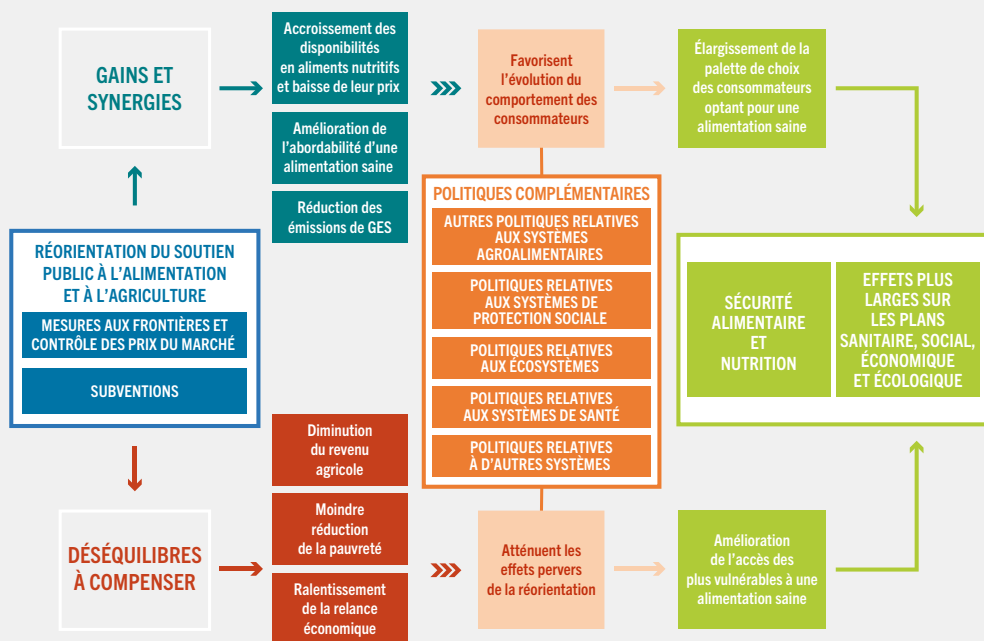
Pour que la réorientation soit aussi efficace que possible et contribue à rendre l'alimentation saine moins coûteuse et plus abordable, d'autres politiques relatives aux systèmes agroalimentaires ainsi que des politiques et incitations extérieures à ces systèmes seront nécessaires. Une fois harmonisées et mises en place, ces politiques complémentaires pourront apporter une aide de deux manières (figure 24).

En premier lieu, elles pourront proposer des incitations (ou des désincitations) qui viendront conforter des changements propices à des habitudes alimentaires saines, dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire, les environnements alimentaires et les comportements des consommateurs. En second lieu, elles permettront d'atténuer les effets pervers ou les déséquilibres créés par la réorientation du soutien, surtout si ceux-ci comprennent une réduction de l'accès des groupes de population vulnérables ou défavorisés à des aliments nutritifs et à une alimentation saine.

Faire en sorte que les aliments nutritifs soient plus largement accessibles et abordables est une condition nécessaire mais non suffisante pour que les consommateurs soient en mesure de choisir, de privilégier et de consommer une nourriture saine. C'est pourquoi les politiques complémentaires qui encouragent la transformation des environnements alimentaires et un changement de comportement des consommateurs en faveur d'habitudes alimentaires saines ont un rôle crucial à jouer. Elles peuvent prévoir, par exemple, l'instauration de limites impératives ou de cibles volontaires propres à améliorer la qualité nutritionnelle des aliments et des boissons transformés; la promulgation de lois encadrant le marketing des produits alimentaires; ou la mise en œuvre de politiques d'étiquetage nutritionnel et d'approvisionnement en aliments sains. Il peut aussi être extrêmement important d'associer des politiques d'aménagement du territoire à d'autres politiques complémentaires pour remédier aux déserts et borbiers alimentaires.

Il peut se faire que la réorientation entraîne des déséquilibres préjudiciables à certains acteurs; des politiques de protection sociale pourront alors être nécessaires pour atténuer ces déséquilibres, en particulier les pertes de revenu à court terme ou les effets dommageables sur les moyens d'existence. Cet aspect est particulièrement crucial en ce qui concerne les populations les plus vulnérables.

**FIGURE 24** RÔLE CRITIQUE DES POLITIQUES COMPLÉMENTAIRES, RELATIVES OU EXTÉRIEURES AUX SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES, DANS L'APPUI AUX INITIATIVES DE RÉORIENTATION DU SOUTIEN

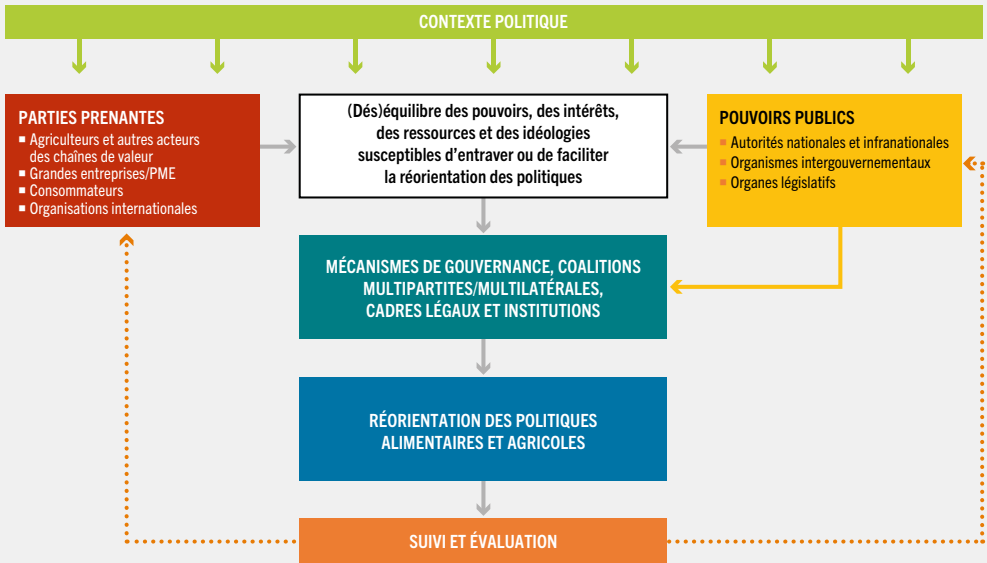


SOURCE: FAO.

Des politiques en matière d'environnement, de transport et d'énergie et des politiques portant sur le système des services de santé seront aussi absolument nécessaires pour renforcer les résultats positifs engendrés par la réorientation du soutien public, dans les domaines de l'efficacité, de l'égalité, de la nutrition, de la santé, de l'atténuation du changement climatique

et de l'environnement. Les services de santé qui protègent les pauvres et les groupes vulnérables, des populations dont l'alimentation est souvent carencée, revêtent une importance particulière. Une prise en charge insuffisante des défauts d'efficacité et des problèmes de transport risquerait aussi de saper les efforts de réorientation et de les rendre inopérants.

**FIGURE 25** DYNAMIQUES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE ET DE LA GOUVERNANCE EN RAPPORT AVEC UNE RÉORIENTATION DES POLITIQUES DE SOUTIEN À L'ALIMENTATION ET À L'AGRICULTURE



SOURCE: FAO.

### 4.3 DYNAMIQUES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE ET DE LA GOUVERNANCE AGISSANT SUR LA RÉORIENTATION DU SOUTIEN PUBLIC

Le degré de réussite des initiatives prises pour réorienter le soutien à l'alimentation et à l'agriculture dépendra de l'économie politique, de la gouvernance et des incitations proposées aux parties

prenantes concernées à l'échelle locale, nationale et mondiale. D'une manière générale, l'économie politique désigne les facteurs sociaux, économiques, culturels et politiques qui structurent, soutiennent et transforment dans le temps les coalitions d'acteurs publics et privés, ainsi que leurs intérêts et leurs relations. Cela comprend les mécanismes institutionnels, ces «règles du jeu» qui influent sur le programme d'action publique au jour le jour et sur la façon dont il s'élabore. Les institutions, les intérêts et les idées sont

les facteurs dynamiques à l'œuvre, qui orientent le soutien public accordé à l'alimentation et à l'agriculture. Par gouvernance, on entend les règles, les organisations et les processus, tant formels qu'informels, au moyen desquels les acteurs publics et privés expriment leurs intérêts et prennent et mettent en œuvre des décisions.

Trois grandes composantes de l'économie politique doivent être examinées et gérées de façon efficace lors de la réorientation du soutien public à l'alimentation et à l'agriculture: i) le contexte politique, les points de vue des parties prenantes et la volonté des pouvoirs publics; ii) les rapports de force, les intérêts et l'influence des différents acteurs; iii) les mécanismes de gouvernance et les cadres réglementaires nécessaires pour faciliter et mettre en œuvre les initiatives de réorientation du soutien. Les dynamiques et les mécanismes de gestion de ces composantes sont

présentés à la **figure 25** et étudiés de façon plus détaillée dans le rapport.

Compte tenu de la diversité des contextes politiques des différents pays, il sera essentiel de disposer d'institutions fortes aux niveaux local, national et mondial, mais aussi d'inciter les parties prenantes du secteur public, du secteur privé et des organisations internationales à adhérer aux initiatives de réorientation du soutien, et d'obtenir leur participation effective. Dans de nombreux pays, les voies de transformation des systèmes agroalimentaires offrent un cadre permettant de canaliser les efforts de réorientation. La participation des petites et moyennes entreprises (PME) et des groupements de la société civile – tout comme la transparence de la gouvernance et la présence de garde-fous permettant de prévenir et de gérer les conflits d'intérêts – jouera un rôle clé dans le rééquilibrage des rapports de force au sein des systèmes agroalimentaires. ■

## CHAPITRE 5

# CONCLUSION

Le rapport de cette année devrait dissiper les doutes qui pourraient subsister quant au fait que le monde perd du terrain dans sa lutte pour mettre un terme à la faim, à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition sous toutes ses formes.

L'horizon 2030 retenu pour la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) n'est plus qu'à huit années de nous. La distance à parcourir pour atteindre les cibles associées à l'ODD 2 s'accroît d'année en année tandis que le délai restant d'ici à 2030 se réduit. Certes, des efforts sont faits pour progresser vers l'ODD 2, mais ils sont manifestement insuffisants compte tenu du contexte plus difficile et incertain.

La conjoncture récessionniste actuelle fait qu'il est encore plus délicat pour de nombreux gouvernements d'accroître leur budget afin d'investir dans la transformation des systèmes agroalimentaires. Il n'en reste pas moins que beaucoup de choses peuvent et doivent être faites avec les ressources existantes. L'une des recommandations primordiales du présent rapport invite les pouvoirs publics à repenser la façon dont ils allouent leur budget actuel et à voir comment ils pourraient réorienter ces fonds pour en optimiser l'efficacité et l'efficience en matière de réduction du coût des aliments nutritifs et d'accroissement à la fois des disponibilités alimentaires nécessaires à une alimentation saine et de l'abordabilité de cette alimentation, et ce de manière durable et sans faire de laissés-pour-compte. ■





# 2022 L'ÉTAT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION DANS LE MONDE

## RÉORIENTER LES POLITIQUES ALIMENTAIRES ET AGRICOLES POUR RENDRE L'ALIMENTATION SAINES PLUS ABORDABLE

Le rapport de cette année devrait dissiper les doutes qui pourraient subsister quant au fait que le monde perd du terrain dans sa lutte pour mettre un terme à la faim, à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition sous toutes ses formes. Huit ans seulement nous séparent de l'horizon 2030, or la distance qui reste à parcourir pour atteindre les cibles associées au deuxième objectif de développement durable (ODD 2) s'accroît d'année en année. Certes, des efforts sont faits pour progresser vers l'ODD 2, mais ils sont manifestement insuffisants compte tenu du contexte plus difficile et incertain. L'intensification des principaux facteurs à l'œuvre derrière les tendances récentes en matière d'insécurité alimentaire et de malnutrition (conflits, extrêmes climatiques et chocs économiques), associée au coût élevé des aliments nutritifs et aux inégalités croissantes, va continuer à mettre la sécurité alimentaire et la nutrition à rude épreuve. Cet état de fait durera aussi longtemps que les systèmes agroalimentaires n'auront pas été transformés, qu'ils ne seront pas devenus plus résilients et qu'ils ne fourniront pas des aliments nutritifs à moindre coût et une alimentation saine abordable, et ce de façon durable et inclusive.

Le rapport s'ouvre sur un panorama actualisé de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, qui comprend de nouvelles estimations du coût et de l'abordabilité d'une alimentation saine. On y prend acte de la conjoncture récessionniste actuelle, qui fait qu'il est plus délicat encore pour de nombreux gouvernements d'accroître leur budget afin d'investir dans la transformation des systèmes agroalimentaires dont leur pays a besoin pour atteindre l'ODD 2. En conséquence, après avoir analysé en profondeur la façon dont les pouvoirs publics organisent le soutien au secteur de l'alimentation et de l'agriculture, les auteurs du rapport, s'appuyant sur des données probantes, formulent des recommandations.

Un état des lieux des soutiens publics les plus couramment accordés à l'alimentation et à l'agriculture dans le monde actuellement permet ensuite de mieux comprendre le niveau du soutien en question et les activités et acteurs principalement accompagnés (ou, à l'inverse, pénalisés) ainsi que les voies par lesquelles ce soutien contribue à faire monter le coût relatif des aliments nutritifs et à favoriser une alimentation qui nuit à la santé. Sur la base de cette analyse et de données probantes, le rapport précise ensuite quelles sont les autres associations d'instruments de soutien public à l'alimentation et à l'agriculture qui peuvent aider à réduire le coût des aliments nutritifs et donne des conseils pour gérer les déséquilibres résultant de ce changement d'orientation et faire en sorte que les systèmes agroalimentaires gagnent non seulement en efficacité, mais aussi en durabilité et en inclusivité. L'une des recommandations primordiales invite instamment les pouvoirs publics à repenser la façon dont ils allouent leur budget actuel et à voir comment ils pourraient réorienter ces fonds pour en optimiser l'efficacité et l'efficience en matière de réduction du coût des aliments nutritifs et d'accroissement à la fois des disponibilités alimentaires nécessaires à une alimentation saine et de l'abordabilité de cette alimentation, et ce de façon durable et sans faire de laissés-pour-compte. Enfin, le rapport se penche sur les politiques complémentaires, relatives aux systèmes agroalimentaires ou extérieures à celui-ci, qui jouent un rôle essentiel dans le soutien des initiatives de réorientation de l'action publique, et sur les facteurs et dynamiques de l'économie politique qui entravent ou facilitent ces initiatives.

